

L'ÉDITO

par Nathanaël JACOMIN

Une crise durable

Il existe désormais autant de réfugiés et de déplacés à travers le monde que de Français résidant dans l'Hexagone. Ils sont en effet 68,5 millions à avoir dû fuir leur maison pour des raisons de sécurité en 2017. Un triste record communiqué par le Haut-Commissariat à l'ONU pour les réfugiés (HCR) à l'occasion de cette journée du 20 juin qui leur est dédiée. Un nombre record qui s'explique principalement par la crise en République du Congo, la guerre au Soudan du Sud et la fuite des réfugiés rohingyas de Birmanie vers le Bangladesh.

Chez nous, les drames liés aux migrants sont aussi de plus en plus fréquents. Mardi, un jeune migrant guinéen est mort écrasé sous l'essieu d'un bus sous lequel il s'était caché pour tenter de rejoindre le Royaume-Uni. Il y a un mois, c'est la petite Mawda qui perdait la vie lors d'une course-poursuite sur l'E42. Face à cette « déferlante », chaque pays est tenté de prendre des mesures pour « endiguer » les flux. La Belgique et son secrétaire d'État à la migration font d'ailleurs figure de fer de lance des positions les plus extrêmes en Europe. Mais ces mesures prises ne fonctionnent pas. En 2017, malgré

le durcissement des politiques migratoires, le HCR a enregistré une hausse de 3,1 millions de personnes déplacées, ce qui dépasse largement la progression de 2016 (+600 000). Les mesures prises avec arrogance entraînent au final plus de morts, plus de souffrance et plus d'injustice tout en transgressant les valeurs fondamentales de nos sociétés.

L'ampleur des chiffres (une personne déplacée toutes les deux secondes) ne doit pas inciter les États à prendre des mesures à l'emporte-pièce, contraires au droit international. 85 % de ces réfugiés se trouvent dans des pays en développement et 80 % dans les pays voisins du leur. Au total, 63 % de l'ensemble des réfugiés qui dépendent du HCR se trouvent dans dix pays. Et pas les nôtres.

La gestion des déplacements forcés à travers le monde exige une approche nouvelle et plus globale pour que les pays ne soient plus laissés seuls face à ces situations.

Car la crise des réfugiés n'est pas temporaire. C'est un phénomène durable et global qui exige un réveil des consciences et une politique migratoire responsable.